

## LA DOUMA ET LA RATIFICATION DU BUDGET

La ratification du budget par la Douma est une question politique très sérieuse. Si l'on applique la loi à la lettre les droits de la Douma sont infimes et le gouvernement n'a absolument pas besoin, dans ses actes, de l'assentiment de la Douma. En fait, le gouvernement dépend dans une certaine mesure de la ratification du budget par la Douma : tout le monde le reconnaît, les libéraux bourgeois, les cadets en particulier qui inclinent à remplacer par des phrases pompeuses sur la dépendance, la définition des limites discrètes de cette dépendance discrète. Le gouvernement a besoin d'argent, un emprunt est indispensable. Or cet emprunt, il est absolument impossible de le contracter sans le consentement direct ou indirect de la Douma, ou alors ce sera avec de grandes difficultés et à des conditions très lourdes qui aggraveront fortement la situation.

Il est absolument évident que dans ces conditions, la discussion et le vote du budget à la Douma ont une double signification politique. D'abord la Douma doit parler au peuple de tous les procédés de ce pillage organisé, de cette mise à sac systématique et impudente du bien public par une poignée de propriétaires fonciers, de fonctionnaires et toute sorte de parasites que l'on nomme en Russie « intérêt économique de l'Etat ». L'expliquer à la tribune de la Douma, c'est aider le peuple dans sa lutte pour la « liberté du peuple » dont parlent tant les Balalaïkine<sup>122</sup> du libéralisme russe. Quel que soit l'avenir de la Douma, quels que soient les actes et les « vues », du gouvernement pour l'immédiat, seules la conscience et l'organisation des masses popu-

lares décideront *en fin de compte* de l'issue de la lutte pour la liberté. Celui qui ne comprend pas cela usurpe le nom de démocrate.

Ensuite, une critique impitoyable et *franche*, et un vote vraiment démocratique à propos du budget, sont importants pour l'Europe et le capital européen, et même pour les larges couches de la petite et moyenne bourgeoisie d'Europe, qui prêtent de l'argent au gouvernement russe des Stolypine. Les banquiers et autres grosses légumes du capital international prêtent de l'argent à messieurs Stolypine et Cie en raison des bénéfices qu'ils en tirent et pour lesquels n'importe quel usurier « prendrait des risques ». Sans l'assurance de pouvoir récupérer l'argent prêté avec les intérêts qu'il convient, aucun amour de l'« ordre » (et la Russie est l'image rêvée de l'ordre tombal pour la bourgeoisie européenne effrayée par le prolétariat) n'obligerait tous ces Rothschild, Mendelson, etc., à délier leur bourse. C'est de la Douma que dépend dans une très large mesure le renforcement ou l'affaiblissement de la foi des magnats européens du capital financier dans la solidité et la solvabilité de la firme « Stolypine et Cie ». D'ailleurs, les banquiers n'auraient pas pu eux non plus prêter des milliards, si la grande masse de la bourgeoisie européenne n'avait eu confiance dans le gouvernement russe. Et cette masse est trompée systématiquement par les journaux bourgeois du monde entier à la solde des banquiers et du gouvernement russe. La corruption des journaux européens à grand tirage en faveur de l'emprunt russe est un phénomène « normal ». On a même offert 200 000 francs à Jaurès pour qu'il renonce à faire campagne contre l'emprunt russe : tant notre gouvernement accorde de l'importance à l'« opinion publique », même à l'opinion de celle des couches de la petite bourgeoisie française, qui sont susceptibles de sympathies pour le socialisme.

La grande masse de la petite bourgeoisie européenne dispose d'une possibilité insignifiante de *contrôle* sur la situation réelle des finances russes, la réelle solvabilité du gouvernement russe ; plus exactement, elle ne dispose d'aucun moyen pour découvrir la vérité. La voix de la Douma, dont les débats et les *décisions* seront *immédiatement* connus de *tout* le public européen, a donc une très grande impor-

tance. Personne ne pourrait faire autant que la Douma pour priver les Stolipyne et C<sup>ie</sup> du soutien financier de l'Europe.

Le devoir de la Douma « oppositionnelle » en découle. *Seuls* les social-démocrates s'en sont acquittés. Selon l'aveu du *Tovarichtch* à demi cadet, ce sont les social-démocrates qui, dans le discours sur le budget du député Alexinski, ont posé le mieux la question de principe. Et, malgré l'avis de ce même *Tovarichtch*, les social-démocrates ont agi comme il le fallait, en faisant une déclaration claire, franche et précise selon laquelle la ratification d'un budget comme celui de la Russie était inadmissible *pour des social-démocrates*. Il aurait seulement fallu ajouter à cette déclaration l'exposition des points de vue socialistes sur le budget d'un Etat bourgeois de classe.

Seule l'extrême gauche des populistes, c'est-à-dire les socialistes-révolutionnaires, ont suivi les social-démocrates. La masse de la démocratie paysanne, les troudiviks et les socialistes-populistes hésitent, comme toujours, entre le parti libéral et le prolétariat : le petit propriétaire est attiré vers la bourgeoisie bien que le joug insupportable de la fiscalité féodale qui le « pressure », le pousse de force vers la classe ouvrière en lutte.

Les libéraux, tant que les troudiviks les suivent, continuent à gouverner la Douma. Quand les socialistes montrent que les cadets jouent un rôle double dans la question du budget, ils répondent... par de mauvaises plaisanteries ou par des phrases dignes des journalistes de *Novoïé Vrémia*, de Menchikov, dans le genre de l'exclamation de Strouvé sur le geste à effet des social-démocrates, etc.

Mais ni par des plaisanteries, ni par des tergiversations, ni par des phrases ils ne peuvent nier le fait que les *deux* tâches des *démocrates* que nous venons d'indiquer, ont été foulées aux pieds par le libéralisme bourgeois.

Si les libéraux trahissent la révolution, ce n'est pas, comme nous l'avons expliqué plus d'une fois, par des transactions ou trahisons individuelles, mais par une politique de classe de conciliation intéressée avec la réaction, par son soutien direct et indirect. C'est cette politique-là que mènent les cadets dans la question du budget. Au lieu de montrer la vérité au peuple, *ils l'endorment*, en mettant à

dessein en avant des ronds-de-cuir du genre de Kutler. Au lieu de montrer la vérité à l'Europe, ils renforcent la position du gouvernement, éparpillent leurs critiques, renonçant par là à confirmer la banqueroute de la firme Stolypine et C<sup>ie</sup> à la face de l'Europe.

Autrefois aussi les cadets menaient en secret cette politique philistine, lâche et lamentable. Au moment de la campagne électorale pour la seconde Douma à Pétersbourg, les social-démocrates avaient expliqué dans des réunions publiques que les cadets *avaient aidé* le gouvernement au printemps 1906 à emprunter deux milliards de francs pour les fusillades, les tribunaux militaires et les expéditions punitives. Clemenceau avait déclaré aux cadets qu'il soulèverait une campagne contre l'emprunt, s'ils le déclaraient inacceptable pour le peuple russe. Les cadets *refusèrent de le faire* et par là aidèrent la contre-révolution à se procurer de l'argent. Ils se taisent là-dessus. Mais maintenant, les secrets se découvrent à la Douma. Ils accomplissent la même infamie, ouvertement, à la Douma.

Il est temps d'en dévoiler tous les détails du haut de la tribune de la Douma et de dire au peuple toute la vérité.

« Naché Ekho » n° 2,  
27 mars 1907

Conforme au texte  
du journal